

Le populaire dans tous ses états

## **A propos de « Race et sciences sociales » - Pour une éthique de la discussion. Réponse à Didier Fassin**

samedi 24 avril 2021, par [NOIRIEL Gérard](#) (Date de rédaction antérieure : 16 mars 2021).

**Nous avons publié sur ESSF deux articles critiques écrits en réponse à la parution dans *Le Monde diplomatique* d'un chapitre du livre, qui n'était alors pas encore disponible en librairie, de Gérard Noiriel et Stéphane Baud, *Race et sciences sociales* (Agone, 2021) [1], ainsi qu'une recension analytique écrite après sa parution [2].**

**Dans le texte ci-dessous, Gérard Noiriel revient sur sa démarche méthodologique en réponse à un article de Didier Fassin, que nous n'avons pas.**

---

Dans le blog d'aujourd'hui, j'ai reproduit le texte que nous avons publié Stéphane Beaud et moi, dans le journal en ligne AOC du 15 février 2021, pour répondre aux critiques de Didier Fassin à propos de notre livre *Race et sciences sociales* (Agone, 2021). C'est une façon pour moi de prolonger concrètement les analyses que j'ai développées dans mes deux précédents blogs, concernant les rapports entre le savant et le politique.

« Comme le disait récemment Jean-Louis Fabiani, à propos de la « mauvaise querelle » que la ministre Frédérique Vidal a lancée en accusant les universitaires d'islamo-gauchisme, nous sommes nous aussi convaincus que « l'Université ne peut sortir du mauvais rêve actuel que si elle se remet au travail, ce qui suppose premièrement qu'une éthique minimale de la discussion soit reconstituée » (J. L. Fabiani, « Une mauvaise querelle », *Esprit*, février 2021).

Malheureusement, l'article que Didier Fassin a consacré dans ces colonnes à notre livre *Race et sciences sociales*, ne va pas dans ce sens, c'est le moins qu'on puisse dire. Il estime que les extraits, publiés en « bonnes feuilles » dans le *Monde Diplomatique* (janvier 2021), ont permis « une spectaculaire réception, plus médiatique que scientifique » de notre ouvrage. Et il ajoute « La chose n'est pas sans ironie tant ils ne cessent de répéter, invoquant Durkheim, Weber et Bourdieu, dont on peut pourtant dire qu'ils ont été meilleurs à énoncer la séparation du savant et du politique qu'à la respecter eux-mêmes, qu'ils veulent défendre l'idée d'une « science de la société se tenant à distance des enjeux politiques et des polémiques médiatiques ». Loin de cet idéal, mais sans surprise, c'est dans les cercles déjà très investis dans le dénigrement de ce qu'on y nomme « politiques identitaires » que les approbations de leur prise de position se font le plus chaleureuses et unanimes ».

Dans ce passage, Didier Fassin se démarque explicitement de la tradition de pensée dans laquelle nous nous situons et qui défend l'idéal d'une science sociale autonome. C'est pour signaler notre volonté de prolonger une démarche dont les grandes lignes ont été fixées dans le *Métier de sociologue*, co-écrit par Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon et Jean-Claude Passeron, que nous avons intitulé notre livre : « Race et sciences sociales » ; et non pas, évidemment, pour passer en revue tous les travaux ayant traité de la question raciale à travers le monde.

En ironisant sur cet idéal, Didier Fassin oublie que les libertés académiques dont nous bénéficions aujourd'hui sont le résultat des luttes que les générations précédentes de chercheurs ont menées au nom du principe d'autonomie de la science. Ceci dit, nous ne contestons nullement le fait qu'il s'agisse là d'une question compliquée. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous aurions aimé pouvoir en discuter sérieusement avec Eric Fassin et Didier Fassin, au moment où a été préparé l'ouvrage *De la question sociale à la question raciale ?* qu'ils ont dirigé. Pierre Bourdieu avait déjà expliqué que « dans le cas des sciences sociales, l'instauration des conditions sociales de la rupture et de l'autonomie est particulièrement nécessaire et particulièrement difficile. Du fait que leur objet, donc ce qu'elles disent à son propos, est un enjeu politique – ce qui les met en concurrence avec tous ceux qui prétendent parler avec autorité sur le monde social, écrivains, journalistes, hommes politiques, personnel religieux, etc – elles sont particulièrement exposées au danger de « politisation » » (Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Seuil, 1997, p. 134).

L'écho médiatique qu'a rencontré notre livre a focalisé l'attention sur une polémique triviale (pour ou contre la race) en occultant la question centrale que nous avons tenté de poser ; pourtant signalée dans le titre du livre : qu'avons-nous à dire, en tant que chercheurs en sciences sociales, sur un sujet (la question raciale) qui est constamment placé, désormais, en haut de l'agenda politico-journalistique ?

L'article de Didier Fassin a le mérite de montrer clairement ce qui différencie les chercheurs qui croient encore à l'idéal d'autonomie de la science sociale et ceux qui n'y croient pas. Dans la partie de notre ouvrage qui concerne directement Eric Fassin et Didier Fassin, nous exposons les raisons de nos désaccords avec leur façon d'aborder la question raciale. Comme il s'agissait pour nous d'une discussion d'ordre scientifique, à aucun moment, nous n'avons mis en cause leur compétence de chercheur, ni leur dignité de citoyen.

A l'inverse, étant donné qu'il récuse le principe d'autonomie de la science sociale, Didier Fassin s'est permis de nous répondre en jouant constamment sur la confusion du savant et du politique, multipliant les critiques qui ne sont pas conçues comme un échange d'arguments mais comme une entreprise visant à nous discréditer. L'essentiel de son propos, comme l'indique le titre de son article : « un vent de réaction souffle sur la vie intellectuelle », a pour but de nous présenter comme des complices, voire même comme des agents, des dérives conservatrices de la politique française.

Quand un chercheur disqualifie d'emblée ses interlocuteurs en les accusant d'être à la solde du pouvoir politique, aucune discussion scientifique n'est possible. Les lecteurs comprendront donc mieux pourquoi la réflexion collective que nous appelions de nos vœux il y a quinze ans, n'a jamais eu lieu. Contrairement à ce qu'écrit Didier Fassin, le fait que nous ayons attendu aussi longtemps pour rendre publiques nos divergences, n'a rien « d'étrange » puisque nous en donnons les raisons dans le livre. Tant qu'elles sont restées internes au monde savant, nous n'avons pas souhaité les faire connaître au-delà de notre propre milieu professionnel. Mais étant donné la place qu'occupent aujourd'hui les polémiques identitaires dans l'actualité, nous ne pouvions plus rester silencieux. Nous en avons assez que nos recherches soient constamment caricaturées, récupérées ou dénoncées, par les divers clans qui s'affrontent sur ces questions identitaires dans les médias ou sur les réseaux sociaux ; les uns nous dénonçant comme les complices des « islamo-gauchistes » ; les autres n'hésitant pas, parfois, à nous accuser de complicité avec les « racistes ».

L'article de Didier Fassin montre bien les procédés qu'emploient habituellement les universitaires qui récusent le principe même d'une autonomie de la science sociale pour discréditer ceux qui ne sont pas d'accord avec eux. Le premier apparaît déjà dans la construction de son article qui commence par un long tableau des dérives réactionnaires de la politique française. Cela n'a évidemment rien à voir avec notre livre, puisque nous consacrons au moins deux chapitres à analyser ces dérives. Didier Fassin passe sous silence ce point essentiel afin de nous présenter comme des complices de ces dérives, qu'il décrit comme une « alliance objective entre gens de pouvoir et gens de savoir ».

L'une des « preuves » qu'il avance pour justifier cette accusation illustre bien une autre dimension de la confusion qu'il entretient entre le savant et le politique. Fassin confond délibérément les arguments que nous avançons et leur réception dans l'espace public. La preuve que nous serions devenus complices du camp réactionnaire tient, selon lui, au fait qu'Emmanuel Macron a lui aussi dénoncé « l'ethnicisation de la question sociale ». On pourrait évidemment répondre à Didier Fassin qu'en mai 2018, le même Macron s'est emparé de l'argument racial à propos de la situation des banlieues, pour écarter la question sociale, en ironisant sur les « mâles blancs qui s'échangent un plan ». Il nous paraît néanmoins inutile d'alimenter ces querelles de mots, car elles occultent une dimension centrale de la lutte pour l'hégémonie politique que mène aujourd'hui le camp conservateur et qui consiste constamment à utiliser à son profit, mais en les déformant, les travaux des chercheurs.

Lorsque Didier Fassin écrit que les réactionnaires auraient accueilli « chaleureusement » notre livre, il a recours au même type d'amalgame, sans éprouver le besoin d'avancer la moindre preuve. Nous publierons prochainement un texte sur la réception de notre ouvrage qui démontrera la malveillance de cette critique. Pour éviter ce genre de confusion, il faut s'interroger sur les rapports que les chercheurs en sciences sociales entretiennent avec les journalistes. Si Didier Fassin avait pris au sérieux cette question, il aurait compris que, contrairement à ce qu'il écrit, nous ne l'avons jamais accusé d'avoir voulu minimiser nos contributions à l'ouvrage collectif qu'il a dirigé avec Eric Fassin, en inscrivant en gros leurs noms sur la couverture. C'est un autre exemple qui montre les effets délétères des raisonnements qui ignorent la séparation des fonctions. Notre analyse portait sur la façon dont les *journalistes* (et les éditeurs) rendent compte de nos travaux. En abordant ce point, nous voulions réfléchir aux relations de pouvoir dans lesquelles nous sommes pris dès que nous intervenons dans le débat public. Nous expliquons que le point d'interrogation qui figure dans le titre du livre - et qui était pour nous tout à fait essentiel puisque notre but était d'ouvrir une discussion scientifique sur la question raciale - a été ignoré par les journalistes car, le plus souvent, ce genre de discussion ne les intéresse pas.

Etant donné que les intellectuels universitaires, comme Eric Fassin et Didier Fassin, récusent la séparation du savant et du politique, leur discours est beaucoup plus en phase que le nôtre avec ce qu'attendent la plupart des journalistes-intellectuels du *Monde*, de *Libération* ou de *Médiapart* etc. Nous ne contestons nullement la légitimité de leur fonction. Nous aimerions simplement qu'ils respectent la nôtre.

Les liens étroits qu'ils entretiennent avec la frange la plus intellectuelle du journalisme expliquent sans doute que Didier Fassin et Eric Fassin ne parviennent plus à comprendre le type de raisonnement que nous défendons. L'un des meilleurs exemples est donné par Didier Fassin quand il nous accuse d'avoir « critiqué » le mouvement Black Lives Matter. Une fois de plus, nos analyses sont caricaturées (il suffit ici de se référer aux passages du livre le concernant) et Fassin peut se donner facilement le beau rôle du chercheur engagé qui défend les victimes contre les « alliés objectifs » du camp réactionnaire. Faut-il rappeler que nous aussi, nous luttons contre le racisme depuis 30, voir 40 ans, et qu'en tant que citoyens, nous sommes évidemment solidaires des militants qui combattent ce fléau, que ce soit aux Etats-Unis, en France ou ailleurs ? Et c'est justement pour

cette raison civique qu'il nous semble nécessaire de mobiliser les outils critiques que nous offrent les sciences sociales pour comprendre comment se pose aujourd'hui la question du racisme.

Le fait que la condamnation du racisme fasse constamment aujourd'hui la une des médias les plus puissants de la planète nous place dans une situation très différente de celle qui prévalait dans l'entre-deux-guerres, ou même dans les décennies d'après-guerre, quand le combat antiraciste n'était mené que par les associations défendant les droits de l'homme et les partis de gauche. Comme l'illustre la polémique sur le « racisme anti-blanc », la définition du racisme est devenue un enjeu de lutte, dont les implications sont beaucoup plus profondes qu'on ne pourrait le croire. Voilà pourquoi nous pensons qu'on ne peut pas se contenter de multiplier les commentaires critiques sur les sujets d'actualité, mais qu'il faut faire l'effort de « problématiser » (comme disait Michel Foucault) les questions que les journalistes et les politiciens nous livrent clé en main.

Pour faire mieux comprendre aux lecteurs l'importance de ce point, en se tenant à distance des jugements de valeur, nous renvoyons à l'entretien paru dans la revue *Vacarme* dans lequel Toni Morrison, prix Nobel de littérature, se définissait elle-même comme une écrivaine « engagée-dégagée ». Elle expliquait que son combat pour défendre l'autonomie de la littérature l'avait amenée à se demander comment elle pourrait « décrire l'âme d'un personnage sans aucune référence aux codes raciaux, sans utiliser ce langage secret, explicite ou implicite, que tout le monde utilise pour marquer la race ? » (« Voir comme on ne voit jamais, Dialogue entre Pierre Bourdieu et Toni Morrison », *Vacarme*, janvier 1998).

Parmi les autres procédés qu'utilise Didier Fassin pour discréditer notre travail, il faut dire un mot aussi sur ce qu'il appelle « le repli sur l'identité nationale » dont nous serions les complices parce que nous questionnons dans notre livre l'usage incontrôlé des références raciales venues des Etats-Unis. L'accusation d'anti-américanisme est mal venue puisque nous nous référons très souvent aussi à des travaux publiés par des collègues américains. Néanmoins, il est vrai que nous critiquons la manière dont les universitaires qui appartiennent au pôle dominant de la recherche américaine projettent sur la France leur propre vision du monde.

Or comme Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant l'avaient souligné il y a plus de vingt ans, (« Sur les ruses de la raison impérialiste », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Année 1998, n° 121-122), à propos de la question raciale au Brésil, la position dominante des chercheurs américains dans le champ mondial des sciences sociales conduit certains d'entre eux à vouloir imposer des catégories identitaires qui s'enracinent dans l'histoire propre des Etats-Unis à l'ensemble de la planète. On peut étendre ce raisonnement à la France. Comme nous le rappelons dans notre livre, la race n'a pas été institutionnalisée par l'Etat national français en dehors de l'empire colonial. Ce qui explique qu'un grand nombre de citoyens ne souhaitent pas qu'on les définissent par leur couleur de peau, en tant que Noirs, Asiatiques ou Caucasiens. Nous n'ignorons pas que la classe sociale, le genre, la nationalité sont aussi des catégories identitaires. Sauf que ce sont des héritages institutionnalisés par l'Etat dont nous sommes membres, comparables à la langue que nous apprenons dès l'enfance. On peut certes militer pour changer ces catégories identitaires, mais il s'agit-là d'un problème politique qui concerne tous les citoyens

La question que nous posons dans le livre concerne donc le pouvoir symbolique que détiennent les intellectuels qui se croient autorisés à définir publiquement l'identité des personnes à partir des catégories qui ne sont pas institutionnalisées. Qu'est-ce qui leur donne le droit, par exemple, d'imposer l'étiquette de « racisé » (que Didier Fassin reprend à son compte dans ce texte) à des gens qui ne veulent pas qu'on les enferme dans une catégorie de victimes ?

Manifestement, ce genre de question n'intéresse pas Didier Fassin. Dans son article, il se permet même d'utiliser l'argument identitaire contre Gérard Noiriel. Il s'appuie sur un passage du livre

*Immigration, antisémitisme et racisme. Discours publics et humiliations privées* (Fayard, 2007) dans lequel Gérard Noiriel évoque les discriminations sociales qu'il a connues dans l'enfance, pour en conclure que c'est ce qui explique qu'il ait ignoré « le regard racisé qui pesait sur ces derniers [les jeunes d'Afrique du Nord] et la douloureuse histoire coloniale dont ils étaient en train de se libérer ». Plutôt que de se livrer à ce genre d'analyse sauvage, Didier Fassin aurait dû se renseigner davantage. Gérard Noiriel lui aurait volontiers parlé des liens personnels et familiaux qu'il a entretenus avec l'Algérie depuis sa naissance. Et s'il avait vraiment lu l'introduction de notre livre, Didier Fassin aurait appris que la cause des peuples colonisés a été l'une des premières qu'il a défendues en s'engageant dès la fin de ses études comme Volontaire du Service National en République populaire du Congo. Fassin aurait également appris que Gérard Noiriel a écrit son premier livre en collaboration avec un ouvrier marocain pour qu'il puisse évoquer lui-même les formes de discriminations dont il était victime au sein de la CGT dont il était militant.

Le problème de fond que pose la remarque anecdotique de Didier Fassin tient une fois de plus à une divergence d'ordre scientifique. Il est tout à fait légitime de s'interroger sur les raisons personnelles qui peuvent orienter la vision du monde des chercheurs. Si Gérard Noiriel avait tenu à exposer brièvement dans ce livre un pan de sa vie privée, c'est en lien avec une question qu'il développe longuement dans son livre (écrit en pleine affaire du « voile islamique »). Il montre que ceux qu'il appelle les « intellectuels de gouvernement » ont alimenté cette affaire pendant de nombreuses années sans jamais se préoccuper des humiliations qu'ils infligeaient ainsi aux personnes de religion musulmane. Gérard Noiriel ajoute que les musulmans ne sont pas les seuls à avoir ressenti les atteintes à leur dignité que charriait ce discours public. Avoir connu soi-même des humiliations dans son enfance, quel qu'en soit le motif, est l'un des facteurs sociaux qui explique la solidarité qui peut exister entre des gens qui n'ont pas la même origine. Le fait que Didier Fassin n'ait pas compris ce raisonnement montre clairement où se situent nos divergences concernant les questions identitaires.

Si l'on suit ce que raconte Fassin, il faudrait être soi-même originaire de l'empire colonial pour avoir conscience de « la douloureuse histoire coloniale ». Ce qui est évidemment faux. Une multitude de militants se sont engagés dans la lutte anti-coloniale, ont combattu le racisme et l'antisémitisme, alors qu'ils n'étaient pas personnellement concernés par ces questions. C'est justement parce que l'expérience de la stigmatisation transcende les catégories identitaires qu'elle peut créer de la solidarité entre des gens de différentes origines. Didier Fassin peut nous traiter de réactionnaires si ça l'amuse, cela ne nous empêchera pas de continuer à critiquer les entreprises d'assignation identitaire qu'il cautionne en rupture avec la grande tradition des intellectuels progressistes français. Au-delà de tout ce qui les ont opposés, Fanon, Sartre, Derrida, Deleuze, Foucault, Rancière ou Bourdieu, pour ne citer qu'eux, ont partagé la même volonté de combattre les assignations identitaires.

Sur le plan de la recherche en sciences sociales, le changement de paradigme que défend Didier Fassin est illustré par le fait que le vocabulaire de la racialisation tend à s'imposer, notamment chez les jeunes chercheurs, au détriment du vocabulaire de la stigmatisation. Beaucoup des points qui sont présentés aujourd'hui comme relevant de la « question raciale » ont été étudiés depuis longtemps par les chercheurs à l'aide d'un autre vocabulaire. La différence, c'est que le concept de « stigmatisation » qu'a proposé notamment Erving Goffman avait pour but d'étudier un *processus* de domination sociale alors que les études relevant de la racialisation s'inscrivent dans une logique identitaire visant à enfermer les individus dans des *catégories*.

Le dernier point que nous souhaitons souligner pour expliquer ce que nous entendons par l'autonomie des sciences sociales, concerne la dimension collective de la recherche scientifique. Nous n'avons pas conçu notre ouvrage comme un aboutissement, mais plutôt comme un point de départ. Les critiques, quand elles n'ont pas pour but de discréditer les compétences professionnelles ou les engagements civiques des interlocuteurs, sont donc nécessaires pour pouvoir avancer. Didier

Fassin aborde très succinctement quelques points qui ont un rapport avec ce que devrait être un débat scientifique, concernant l'articulation entre représentations et activités sociales, le racial comme rapport social, etc. Il aurait mieux fait de les approfondir, en mettant de côté ses procès d'intention. Nous aurons d'autres occasions de revenir sur tout cela quand les conditions d'un débat respectueux seront réunies.

Défendre l'autonomie de la recherche en sciences sociales ne signifie pas rester indifférents aux questions d'ordre politique. Nous ne contestons donc nullement la réalité du racisme et des discriminations dans la société française, puisque nous avons nous-mêmes consacré de nombreux travaux à ces questions et que nous sommes, en tant que citoyens, pleinement engagés pour défendre les causes que nous considérons comme justes. Nous sommes d'ailleurs prêts à comparer sur ce point aussi nos états de service avec ceux de Didier Fassin.

Nous sommes cependant convaincus que le rôle le plus utile que nous puissions jouer dans ce domaine consiste à mobiliser les outils de la recherche pour comprendre le monde dans lequel nous vivons. Alors que Didier Fassin présente ce type de réflexion comme une forme de complicité avec les forces réactionnaires, nous pensons au contraire qu'il est nécessaire aujourd'hui d'analyser nous-mêmes les contradictions du camp progressiste auquel nous appartenons (quoi qu'en dise Fassin), pour ne pas laisser le champ libre à la droite et à l'extrême-droite.

Tout en sachant pertinemment que nous avons plus à perdre qu'à gagner en nous lançant dans cette entreprise, nous avons décidé d'unir nos forces et nos compétences respectives pour écrire ce livre, car nous sommes convaincus qu'il est nécessaire aujourd'hui de créer un pôle de réflexion autonome, associant des chercheurs, des journalistes et des militants, mais dans le respect des compétences de chacun, afin d'analyser le profond malaise qui traverse les sciences sociales et l'université française. A la différence de Didier Fassin, nous nous tenons à distance des diagnostics politiques péremptores, qui ne reposent sur aucune enquête approfondie. Et nous pensons que Fassin n'est pas plus lucide que nous sur ce point. Rappelons qu'en 2016, à la veille des élections présidentielles américaines, il avait fermement critiqué les commentateurs qui annonçaient un scrutin extrêmement serré en affirmant : « la victoire d'Hillary Clinton ne fait guère de doute et la défaite de Donald Trump promet même d'être sévère ». (Le Monde, 11 octobre 2016)

Nous sommes persuadés que le type de confusion entre le savant et le politique que Didier Fassin porte à son comble dans son article conduit à une impasse. Au-delà de notre propre cas, faut-il considérer que le Monde Diplomatique, qui a publié les bonnes feuilles de notre livre, est devenu lui aussi un mensuel « réactionnaire » ? Faut-il également ranger dans cette catégorie tous les collègues qui ont signé la pétition parue dans le *Monde* pour dénoncer la dégradation du débat public, à la suite du flot d'insultes que nous avons reçu sur les réseaux sociaux ? (*Le Monde*, 23 février 2021) ?

Le plus grave à nos yeux, c'est qu'en s'enfermant dans cette logique dénonciatrice parce qu'il ne supporte pas la moindre critique, Didier Fassin cautionne, par le prestige de la position institutionnelle qu'il occupe, les discours de haine que diffusent à jets continus sur les réseaux sociaux, ceux qui sont persuadés que nous sommes devenus les alliés « objectifs » des réactionnaires et des racistes parce qu'ils ignorent tout des métiers que nous exerçons ».

**Gérard Noiriel**

---

---

## **P.-S.**

• Publié par GN. 16 mars 2021 :

<https://noiriel.wordpress.com/2021/03/16/pour-une-ethique-de-la-discussion-reponse-a-didier-fassin/>

---

## **Notes**

[1] Julien Talpin, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article56543>  
Roger Martelli, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article56485>

[2] Emmanuel Arvois, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article57780>